

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT

RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

(article 36 et règle 70 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE A DONNER voir la notification de transmission du rapport d'examen préliminaire international (formulaire PCT/PEA/416)	
Demande internationale No. PCT/FR 03/03229	Date du dépôt international (jour/mois/année) 29.10.2003	Date de priorité (jour/mois/année) 29.11.2002
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB G06F1/00		
Déposant FRANCE TELECOM		

1. Le présent rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est transmis au déposant conformément à l'article 36.



2. Ce RAPPORT comprend 5 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.

- ☐ Il est accompagné d'ANNEXES, c'est-à-dire de feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou de feuilles contenant des rectifications faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 70.16 et l'instruction 607 des instructions administratives du PCT).

Ces annexes comprennent feuilles.

3. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :

- I ☒ Base de l'opinion
- II ☐ Priorité
- III ☐ Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- IV ☐ Absence d'unité de l'invention
- V ☒ Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- VI ☐ Certains documents cités
- VII ☐ Irrégularités dans la demande internationale
- VIII ☐ Observations relatives à la demande internationale

Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 01.06.2004	Date d'achèvement du présent rapport 14.03.2005
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international  Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2 NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl Fax: +31 70 340 - 3016	Fonctionnaire autorisé Willems, B N° de téléphone +31 70 340-1026 

PCT/FR 03/03229

**RAPPORT D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n°

PCT/FR 03/03229

5. ☐ Le présent rapport a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

(Toute feuille de remplacement comportant des modifications de cette nature doit être indiquée au point 1 et annexée au présent rapport.)

6. Observations complémentaires, le cas échéant :

V. Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

- | | | | |
|--|------|----------------|---------|
| 1. Déclaration | | | |
| Nouveauté | Oui: | Revendications | 5-9 |
| | Non: | Revendications | 1-4, 10 |
| Activité inventive | Oui: | Revendications | |
| | Non: | Revendications | 1-10 |
| Possibilité d'application industrielle | Oui: | Revendications | 1-10 |
| | Non: | Revendications | |

2. Citations et explications

voir feuille séparée

Concernant le point V**Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration**

Il est fait référence au document suivant :

D1: KR 2002 019 806 A (SAMSUNG ELECTRONICS) 13 mars 2002 (2002-03-13)

- 1 La présente demande ne remplit pas les conditions énoncées dans l'article 33(1) PCT, l'objet de la revendication 1 n'étant pas conforme au critère de nouveauté défini par l'article 33(2) PCT.

Le document D1 décrit (les références entre parenthèses s'appliquent à ce document) :

Système d'accès à des informations associées à des droits d'utilisation de ces informations, exprimés selon un langage déterminé d'expression de droits, sur au moins un poste de consultation comportant des moyens de récupération de droits d'utilisation adaptés pour reconnaître des droits d'utilisation exprimés selon un ou plusieurs langages différents afin d'accéder aux dites informations (D1: page 7-3 paragraphes 2 et 3),

caractérisé en ce qu'il comporte une unité d'adaptation de droits d'utilisation associée à des moyens de détermination du dudit langage déterminé dans lequel sont exprimés lesdits droits d'utilisation associés aux dites informations, à des moyens de détermination du ou des langages d'expression de droits d'utilisation reconnus par lesdits moyens de récupération dudit poste de consultation, (D1: page 7-3, paragraphe 12)

et à des moyens de conversion de droits d'utilisation pour convertir les droits d'utilisation associés aux dites informations lorsqu'ils sont exprimés dans un langage qui n'est pas reconnu par lesdits moyens de récupération dudit poste de consultation (D1: page 7-3, paragraphe 6),

entre ledit langage déterminé dans lequel sont exprimés les droits d'utilisation associés aux informations et un autre langage sélectionné parmi le ou les langages reconnus par lesdits moyens de récupération du poste de consultation (D1: page 7-3, paragraphe 7).

- 2 Le même argument s'applique mutatis mutandis à l'objet de la revendication

indépendante correspondante 10 qui n'est donc pas non plus nouveau.

3 L'objet des revendications 2 - 4 n'est pas conforme au critère de nouveauté défini par l'article 33(2) PCT, les caractéristiques des revendications 2 - 4 étant divulguées par le document D1 (D1: page 7-3, paragraphes 10 et 12).

4 Les revendications 5-9 ne contiennent aucune caractéristique qui, en combinaison avec celles de l'une quelconque des revendications à laquelle elles se réfèrent, définisse un objet qui satisfasse aux exigences du PCT en ce qui concerne l'activité inventive, et ce pour les raisons suivantes :

Rajouter une information de localisation du serveur de gestion de droits d'utilisation à l'information même, comme dans la revendication 5, afin de faciliter la consultation du serveur est une solution parmi plusieurs possibilités évidentes que la personne du métier pourrait choisir pour retrouver facilement le serveur de gestion de droits sans qu'une activité inventive soit impliquée.

Les systèmes tels que revendiqués par les revendications 6 et 7 sont seulement une des possibilités que la personne du métier pourrait choisir, selon le cas d'espèce, parmi plusieurs possibilités évidentes, pour implémenter le système de conversion de droits d'utilisation sans qu'une activité inventive soit impliquée.

L'objet des revendications 6 et 7 n'implique donc par conséquent pas d'activité inventive.

Les langages d'expression de droits DRMREL et MPEG-R21 REL comme dans les revendications sont des langages d'expression de droits bien connus, leur reconnaissance ou leur expression ne peut donc être considéré comme impliquant une activité inventive.

L'objet des revendications 8 et 9 n'implique donc par conséquent pas d'activité inventive.